**ASSEMBLEE GENERALE
DE LA COORDINATION NATIONALE
DIJON-CHENÔVE DE L'EDUCATION**

Samedi 18 avril 2009 – Salle des Fêtes Chenôve

DEROULEMENT

- 9h30 : Accueil / Petit-déjeuner
- 10h00 : Mot de Monsieur le Maire de Chenôve
- 10h00 - 12h00 : Compte-rendu des actions menées dans chaque département
- 12h00 - 12h30 : Intervention des invités (CEMEA au nom des associations complémentaires de l'école, Comité de mobilisation des universités, IUFM, Collèges-lycées, FCPE)
- 12h30 - 14h00 : Pause déjeuner
- 14h00 -16h00 : **Comment continuer et intensifier les actions de défense du service public d'éducation ?**
Comment élargir le mouvement ?
Comment augmenter sa visibilité ?
A qui s'adresser et comment ?
Propositions d'actions nationales et présentation d'éventuelles motions
- 16h00 - 16h15 : Pause
- 16h15 - 17h00 : Synthèse + vote des motions + votes des actions futures + vote date et lieu prochaine AG

FIN

Clause DROUILLET, collectif 21 Chenôve, président de séance, accueille les participants.

François RILLOTTE, FCPE 21, président: il n'y a pas de miracle à attendre si pas d'actions. Il faudra travailler pas à pas et chacun dans son secteur, communiquer avec les élus à l'Assemblée Nationale. Communiquer de façon plus claire face aux parents insuffisamment informés. Ils sont encore trop nombreux à être dans l'ignorance de ce qui va arriver. Des actions ont été menées, on va en faire état.

Voir aussi à organiser une action collective, spectaculaire.

Nous travaillons dans l'intérêt de la scolarité des enfants.

Remerciement à M. le Maire de Chenôve pour l'accueil.

M. Jean ESMONIN, maire de Chenôve

A du plaisir à accueillir la coordination nationale. La municipalité a toujours fait beaucoup pour l'Ecole. Nous sommes heureux de vous accueillir en Bourgogne. L'heure est à la mobilisation pour défendre l'Ecole de la République. Il n'est pas acceptable qu'un pouvoir démolisse l'école avec un tel mépris des enseignants et des parents. Une politique voulue programmée, sans précédent. M. le maire salue le collectif de Chenôve. L'école est en danger et c'est aussi la République qui est en danger. Les libertés individuelles sont menacées. Il faut travailler à l'avenir d'une école de la République, instrument le plus sûr pour former des citoyens responsables.

Dominique GUIDONI-STOLTZ, collectif 21, fait la synthèse des fiches de mobilisation des départements qui ne sont pas représentés et qui ont fait parvenir le document sur la liste d'échanges

(voir document)

01 : Coordination de l'Ain

Arnaud MIGUET du Collectif de Bourg en Bresse

Pas d'action majeure depuis la dernière AG. Une certaine lassitude, des actions proposées mais annulées. Une proposition : participation à la manifestation interpro. A la suite de l'AG, collectif interpro appelant à la grève générale. Choix d'actions de ce collectif : rédaction d'un tract distribué à la sortie de l'ANPE

Donc plutôt un essoufflement et volonté de se joindre à l'interpro

07 : Ardèche.

Collectif récent dans un département très étendu avec beaucoup de collectifs. Souhait de créer une convergence.

Blog www.tanargue.info

Action du 2 avril bien suivie par les écoles.

Prochaines actions : réalisation d'une fresque par les écoles portée devant l'I.A. le 6 mai avec convergence de tous les collectifs. Présentation de différentes animations « deuil de l'E.N » et banquet républicain. Diffusion le 1^{er} mai dans la manifestation pour appel.

67 : M. Le PEZENEC

Pas pu participer aux actions du 2 avril, fin des libertés publiques avec le sommet de l'OTAN Orga d'une kermesse le samedi 11 « Viens jouer au ministre de l'Education » avec jeux relatifs aux réformes (parodie).

1^{ère} réunion d'info publique.

17 avril : avec parents élus action « attachons-nous à notre école », relayée par la presse.

68 – Haut Rhin – Christelle GERRER

Petit collectif qui a suivi celui du Bas-Rhin. Conférence de presse annonçant la naissance du collectif.

Réunion d'information tous les mois pour se tenir au courant de tout ce qui arrive. Information large aux parents, aux élus à la même date un peu partout dans le département (plusieurs sous-groupes par zones géographiques) + convocation de la presse.

Actuellement 1300 personnes de la maternelle à l'université.

Grosse action : veillée des écoles à l'I.A. pour remettre les signatures du manifeste. Entrée à l'I.A. qui refuse de recevoir la délégation. Forte médiatisation . Cf. Canal + (reportage avec Darcos)

Il y a urgence à agir, s'harmoniser au niveau national et organiser une grosse action.

34 – Hérault – Manuel GUILLEN

Beaucoup de collectifs aujourd'hui.

Souhaite interpellier les fédérations et les partis politiques. L'action ne reste que locale, ça bouge beaucoup. Souhait d'actions collectives et nationales. Aujourd'hui il n'y a pas de répondant devant Darcos, pas de débat à la télévision.

Souhait qu'un parti politique récupère le mouvement ainsi que les fédés de parents. Pourquoi n'y a-t-il pas de coordination ? Crainte d'une radicalisation.

Audrey RICHARD : constat d'échec au niveau de la représentativité des enseignants dans le mouvement ; pas de porte parole. Syndicats inexistant dans l'Hérault. Notre parole n'est pas portée. Actions « bon enfant », informations, mais il y a urgence (plus de cours d'ici 3 semaines à l'université) pour donner du sens à la convergence. Tout ce qu'on peut dire aux parents peut être balayé par le ministre qui dit que l'on n'est qu'un noyau radical et très politisé. Montrer que ça n'est pas ça !

Claude DROUILLET : nous avons besoin de représentants nationaux mais pas de récupération par un parti politique. Devra être le centre du débat cet après-midi

François RIOTTE : FCPE 21 ne souhaite pas non plus être associé à un parti politique

M. Jean ESMONIN, maire de Chenôve : les citoyens ne doivent pas avoir peur de la politique. Engagés politiquement à gauche nous disons haut et fort que nous sommes aux côtés des enseignants et des parents pour défendre l'Ecole. N'ayons pas peur que l'expression citoyenne soit forte dans le pays.

69- Rhône. Isabelle CAMPANELLA

Coordination départementale « Ecole en danger Rhône » représentant 30 collectifs (énormément de monde) avec université, IUFM, étudiants.

Des actions locales ont lieu partout, relayées dans la presse locale mais quasiment pas dans la presse nationale. Nécessité de communiquer pour des actions qui soient le reflet d'une action coordonnée nationalement de tous les collectifs, de tous les départements qui se mobilisent contre les réformes. Proposition déjà faite aux dernières AG nationales. Nécessité d'avoir une équipe de coordination nationale qui ait des contacts avec les médias. Il faut pouvoir donner les informations de ce qui se passe dans les départements aux journalistes au plan national. Rendre visibles les actions au plan national.

69 - Bruno EZ ZAFIR

Collectif « Ecoles en danger Beaujolais et Villefranche/Saône

Actions nombreuses, distribution de tracts.

On réclame une action commune nationale, seul moyen de se faire entendre.

Proposition d'un rassemblement républicain, 17 mai, seul week-end qui n'ait pas 3 jours, un mois pour mettre en place les choses (impossible en 15 jours). Thème « autour de l'eau » pour sauver l'école de la noyade.

Rappelle l'importance des parents dans ce mouvement, une forte mobilisation qui ne peut être éternelle ; se mobiliser sur un temps court. Engager des dates, pas une seule mais en envisager deux pour pouvoir communiquer au plan national.

On se pose aussi des questions au plan politique ; on veut rester ouverts mais interpeller les politiques pour qu'ils se positionnent franchement et s'engagent de leur côté dans les actions. Souhait d'actions nationales (actions locales en cours : banquet républicain ; motions sur évaluations et aide personnalisée en soutien aux enseignants résistants).

31- Haute Garonne. M. GUIDET

Collectif de parents pour la défense de l'Ecole Publique. 350 écoles sur 800 ont rejoint le collectif, mobilisées sur l'ensemble du département.

Le paysan pour avoir une belle moisson, retourne la terre, sème et patiente. Nous c'est pareil, on déchiffre, on sème des idées en espérant obtenir une belle moisson. Cela va être long. Laissons le temps au temps. Ne va pas se finir en juin 2009.

Continuons les actions.

Ex : lettre aux élus, signature de lettres de soutien aux désobéisseurs, plateformes de convergence de luttes, lettres à l'I.A., réunions d'infos, petits déjeuners au sein des écoles pour échanges avec les parents, marche aux flambeaux avec retentissement médiatique

21 – Côte d'Or. Dominique PERNOT et Michel HABERSTRAU

Collectifs représentant environ 400 à 500 personnes.

En partenariat avec les syndicats

Actions :

Réunions d'informations, tractage, opérations de filtrage aux carrefours, Nuit de l'Education (environ 1000 personnes), participation à la Ronde des obstinés initiée par le Comité de mobilisation de l'université ;

Parcours de l'éducation à Dijon : montrer la cohérence des réformes ; un fil rouge entre plusieurs événements marquants sur chaque lieu du parcours symbolisant les attaques contre l'école.

Manifestation contre la mise en place d'une école privée

Occupations d'écoles continues

Occupation de l'I.A. mais sortie brutale par la police sans être reçus par l'I.A.

Retraite aux flambeaux, manifestation lors de la venue de Miss France

Informations sur le marché : principe d'une carte postale « non aux réformes Darcos » et opération « école en plein air » ; motions de conseils municipaux ; réponses de M. Darcos truffées de mensonges.

A voir sur You Tube « Collectifs21 »

Perspectives : demande d'audience auprès du Recteur, courriers aux élus

En tant que parent FCPE, Michel dit qu'on est dans une phase creuse, de démobilitation. Attente de la journée d'aujourd'hui pour se refédérer au plan national. Tous nos mouvements n'ont rien donné. Les réformes et les suppressions de postes sont toujours de mise. Au plan national on ne parle pas de ce qui a été nos fondements, l'école élémentaire. Les jardins d'éveil vont être expérimentés. Il est urgent que cet après-midi on redonne à notre mouvement son essence de base sans limiter la convergence avec les autres luttes : l'attaque de l'école primaire.

François RIOTTE, FCPE21 : mobiliser les parents sur l'école maternelle. Montrer que les enfants de 3 ans vont être touchés par les réformes.

69 – Bruno EZ ZAFIR

On a essayé par rapport à l'école maternelle de faire se positionner les élus, sans réponse de la député-maire (laquelle supprime les banderoles sur les bâtiments publics). On a perturbé le vote du budget du conseil municipal, on nous dit que les jardins d'éveil c'est du fantasme.

68 –

Sur l'occupation de l'I.A., les 27 qui étaient rentrés dans l'I.A. se sont faits sortir par plus de 90 policiers. L'I.A. est maintenant bunkerisée avec projet d'installation de caméras. Politique de sourds.

Très symptomatique du ministère : on ferme tout, on n'écoute pas !

La parole est donnée aux invités :

Représentants de la Coordination nationale des Universités

Rémi GEORGES, Marne la Vallée, porte parole de la CNU

Remercie l'AG pour l'invitation.

6 avril : dans le mouvement des universités, 3^{ème} mois de mobilisation et de grève contre 3 réformes (enseignants chercheurs, doctorants, mastérisation) contre la LRU (loi relative à l'autonomie des universités). C'est un désengagement massif de l'Etat au profit d'un financement privé, un changement du mode de gouvernance de l'université. On se bat pour un accès aux savoirs par tous, remis en cause par l'ensemble des réformes instaurant une sélection sociale à l'entrée de l'université.

Dans notre mandat deux points essentiels:

- de la maternelle à l'université
- convergence des luttes

On observe des attaques cohérentes sur l'ensemble des Services Publics : suppression de postes, précarité, services publics en voie de privatisation.

Nécessité d'une réponse cohérente et globale. De très nombreuses actions dans les universités. Privilégier des actions nationales pour dynamiser le mouvement et le rendre visible médiatiquement. Le gouvernement regardera les chiffres des manifestants.

Intérêt de porte-paroles : une coordination doit se doter d'outils dont les porte-parole pour réagir à l'actualité, ne pas laisser un vide d'expression qui peut être comblé par les orgas syndicales, donc expression directe des gens mobilisés et des grévistes.

CNU, Yvon ,magasinier en bibliothèque universitaire, métier en voie de disparition.

Essai de rencontre des confédérations syndicales pour une convergence des luttes public/privé. Des propositions seront faites pour des actions.

Nadine WARGNIER, IUFM Dijon

Réforme de la formation des enseignants et autres personnels (CPE)

Un véritable chaos que l'on vit depuis septembre.

En juin dernier, annonce du Président d'un recrutement au niveau master (bac + 5). Aujourd'hui la formation est déjà de 5 ans (prépa concours après licence + année post concours en tant que fonctionnaire stagiaire).

A mettre en lien avec le rapport Pochard qui prône le recrutement de profs par contrat, recrutés par les chefs d'établissement, hors concours.

Crainte que certains qui disposent du master enseignement et ayant échoué au concours soient recrutés de manière précaire.

Nécessité d'une formation de haut niveau (master) pour des métiers de conception et non un métier d'application. Ces métiers s'apprennent, nécessité de connaissances multiples sur un modèle progressif et en alternance (université/terrain).

Réforme pour 2010: justifier d'un master après concours, porté par l'université avec ou sans l'IUFM, bourses au mérite, professionnalisation floue, incohérences dans les concours, dangers sur l'exigence des métiers, la place de l'IUFM, les formateurs

1^{er} blocage des maquettes de master, puis idem en février. Ministère reporte la date limite au 31 mars : seules 3 académies sur 35 ont fait une proposition de maquette de master.

X. Darcos refuse la mise à plat de la réforme, engage des « négociations » qui sont des leurres; toujours une grande incertitude.

Universités ont ouvert les inscriptions de préparation aux concours sans avoir d'offre de formation pour l'année M2. D'ores et déjà une année de plus à la charge des étudiants.

CPU (conférence des présidents d'université) se prononce encore le 16 avril et demande une remise à plat avec une concertation large. Elle relaie les différentes positions de maintien des concours et de la formation en attendant une remise à plat : exigence de maintien de l'année de fonctionnaire stagiaire sans l'exigence

Cf. : « Formation des enseignants, le temps presse » 4 avril sur le site de la Coordination Nationale de la Formation des Enseignants

Yann RENAUT, délégué FRANCAS pour les associations complémentaires de l'Ecole Publique.

Au nom des 8 associations de la région Bourgogne, remercie l'AG nationale. Rappelle l'attachement à un service public laïc et gratuit pour tous et l'implication dans les collectifs, les actions, les formations.

Garantir l'accès de tous à une école avec des enseignants qualifiés et engagés, à des activités éducatives hors de l'école ; s'ouvrir à la culture, pratiquer des loisirs éducatifs, partir en vacances ; devenir des citoyens acteurs et responsables.

Nous conduisons des actions communes, cohérentes, concertées avec l'école pour donner du sens aux mots « Education partagée ».

Nous souhaitons réaffirmer notre disponibilité à participer aux échanges et actions pour un parcours de vie choisi et non subi comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui.

Courage pour mobiliser les citoyens pour agir et revendiquer un Service Public d'Education laïque et gratuit pour tous.

Représentant des lycéens, CPE en collège

3 éléments fondamentaux

- pour gérer les difficultés scolaires on va préférer des aides aux devoirs et un accompagnement éducatif encadrés par des personnels précaires ; on utilise cela pour faire la pub des collèges

- des suppressions de postes et des élèves qui souhaitent changer d'établissement avec la suppression de la carte scolaire. Résultat, si ça ne fonctionne pas la responsabilité sera portée par les enseignants et les personnels du collège.

- tout ce qui est prise en compte de la difficulté disparaît : à la place des UPI, des structures et des personnels formés on fait des PAI (projets d'aide individualisée)

L'absence de perspectives fait qu'il y a peu de mobilisation mais des réformes transversales qui touchent tous les niveaux.

12h00 - Vin d'honneur

14h00 – Reprise des travaux

La parole est donnée à un invité

Emmanuel JASMIN : Représentant du Collectif E.V.S. (Employés de Vie Scolaire)

Remercie de l'accueil. Les EVS, contrats prévus pour 3 ans. Beaucoup vont terminer leur contrat fin juin, contrat non renouvelé. Création des EVS pour diminuer le nombre de chômeurs, fins de droit ou RMI, sans formation (une seule journée sur l'histoire de l'éducation) alors qu'il était prévu une vraie formation. Formation peut-être prévue pour les futurs employés.

Les EVS ont une fonction de secrétariat, d'accompagnement des élèves, aide à la bibliothèque ou à l'informatique, différentes fonctions qui sont devenues indispensables à l'école. Appréciés par les enseignants, élèves et parents. Les EVS ont acquis des compétences, à pérenniser avec un vrai salaire, un « vrai métier », une vraie formation.

Une pétition est lancée pour la pérennisation des emplois et un vrai statut, à signer en ligne (cf. « union nationale collectif E.V.S. site FSU Dijon).

Question : est-il demandé une titularisation immédiate des E.V.S. ?

Ce sont actuellement des contrats d'un an renouvelable. Nous sommes entre 50 000 et 100 000 et on demande une titularisation.

Question : Les AVS interviennent dans le secondaire pour les élèves handicapés et pour les assistants d'éducation ce sont aussi des contrats de 3 ans renouvelables à la discrétion du chef d'établissement.

Claude DROUILLET fait le lien entre les contrats de droit privé et l'Agence nationale de remplacement qui recrutera sur les mêmes contrats

Question : titularisation dans la fonction publique d'Etat ou fonction publique Territoriale ?

Nous voulons simplement avoir un statut, peu importe quelle fonction publique.

Intervention : (parent d'élève FCPE Ardèche) : les EVS ont un employeur au niveau des collèges. Refus de ces contrats pour ne pas favoriser cette forme de précarisation.

Il y a bien précarisation, mais en tant qu'EVS, content d'avoir cet emploi.

Claude DROUILLET : nous sommes convaincus de la nécessité de ces emplois dans les établissements.

Remerciements aux parents bénévoles qui nous ont aidé pour l'intendance (café, repas).

Organisation du débat :

Tour de table sur les propositions d'actions des départements mandatés puis débat sur les actions pouvant être fédératrices de tous les collectifs.

Vote sur les actions communes à tous.

Si les mandatés sont d'accord, on pourrait donner la parole aux observateurs pour une participation courte au débat avant le vote.

⇒ Accord à l'unanimité.

François RIOTTE FCPE 21 : suivant ce qui a été dit ce matin, on s'aperçoit que le 1^{er} degré est très investi, nécessaire de mobiliser encore plus de parents, de trouver une action mobilisatrice.

07 – Sud Ardèche. M. HUG, parent d'élève

Un gros travail doit être réalisé auprès des enseignants, il faut aller plus loin aujourd'hui ;

- **6 mai : Fresque des écoles au plan rural**, commune, permettant de rassembler la mobilisation avec une présentation devant l'I.A., sous plusieurs formes, dans le même temps

31 – M.GUIDET, parent d'élève, collectif pour la défense de l'Ecole Publique (350 écoles sur 800)

Objectifs : mobiliser toutes les écoles du département et avoir une visibilité sur l'ensemble du département ; coordonner des idées soumises en AG

- **une action phare rassemblant le plus de monde possible** ; ne pas multiplier les initiatives
- **Convergence de la maternelle à l'université**. Rédaction d'une plateforme pour avoir un cadre précis pour que chacun se retrouve dans les revendications communes portées par tous lors d'un rassemblement
- **Participation à la coordination inter-luttes** avec les autres services publics (hopitaux, recherche, Erdf...) et le privé. Inspiration du mouvement de la Guadeloupe, ont bloqué l'ensemble des composantes de la société. Ne pas en rester à l'Education mais élargir à tous les secteurs d'activité. Terrain à préparer en amont au plan des revendications.
- **Ronde des obstinés**, tous les jours sur la place du Capitole
- **Fresque** mise à demeure sur la place du Capitole, regroupant l'ensemble des écoles ou des mouvements pour la défense des libertés : un **compteur** indiquant le nombre de jours de surdité du gouvernement = cellule de veille continue

- **Bal populaire**, manifestation festive. A Toulouse on fête le 150^{ème} anniversaire de la naissance de Jean Jaurès.

68 – Haut Rhin- Serge PETIT

Rester dans la convergence de la maternelle à l'université en lui redonnant du sens.

Des actions nationales et politiques, face à notre ministre.

Nécessité d'avoir un porte-parolat. Qui ? Pour quoi dire ?

Echéances électorales européennes

- **organiser une manifestation nationale massive à Paris**, nécessaire, avec convergence de tous vers Paris, **opération escargot de voitures, samedi 16 mai** ?
- **Constituer une association** « enseigner et rechercher en Europe » présentant une **liste européenne** pour pouvoir passer à la télévision et parler à tous les français

68 – Christelle GERRER

- **s'approprier un chant** (ex : le chant des partisans reformulé avec nos revendications)
- **rendre visible le logo du collectif** : acheter des dossards (environ 4,50€) pour être reconnus et visibles, des drapeaux ; distribuer des ballons avec le logo
- sur le marché, **distribution du logo** « touche pas à mon école » pour informer et solliçiter le public pour le coller sur la voiture
- répondre au ministre : souhait d'un débat télévisé
- **manifestation nationale**, vite !

69 – Bruno EZ ZAFIR pour le collectif Villefranche

Rejoint ce qui a été dit notamment sur le contact par rapport aux autres pays européens

- **interpeller les candidats aux élections européennes**
 - prendre contact **avec les représentants politiques et syndicaux** pour qu'ils se positionnent et mettent en place des actions (notamment questions à l'assemblée nationale)
 - à plus long terme, **cahier de doléances**, livre blanc « quelle école pour l'avenir ? »
 - Mise en place de parents et d'enseignants **référents** pour le relais d'informations et éviter de saturer les messageries électroniques
 - Actions nationales. Proposition d'une **journée** invitant les parents à amener leurs enfants à l'école **avec gilet jaune** et sur leur lieu de travail.
 - **Journée nationale d'actions commune**. Les actions locales demandent beaucoup d'énergie. Ex : « **action au fil de l'eau** ». L'eau c'est universel, porteur. Faire des chaînes humaines, « l'école, l'eau la vie », « sauvons l'école de la noyade »... un moment festif, un **dimanche**, pas sur un week-end de 3 jours, avec un **gilet jaune** symbolisant le gilet de sauvetage, **pique-nique** républicain à partager
 - Structuration de notre communication. Rejoint le Bas-Rhin pour un **porte-parolat** relayant les informations locales et assurer une veille des émissions radios ou télé (participation en tant qu'auditeurs)
 - **Structuration du mouvement** : à titre personnel, réussir à s'organiser au plan national pour relayer et coordonner les actions locales

34 – Manuel GUILLEN – Montpellier

- porte-parolat de la FCPE, de partis politiques pour se confronter à Darcos.

Actions conviviales d'information mais face à un gouvernement qui bétonne tout, nécessité d'une structuration, d'une coordination nationale, **une association avec élection de porte-paroles** qui s'opposent publiquement au gouvernement.

- Au niveau de Montpellier, des parents sont d'accord pour **démissionner des conseils d'école**.

Audrey RICHARD, enseignante, Montpellier

- décider de la forme de cette coordination, organe de représentativité, décider de l'objectif de la visibilité ; se compter ; porter des actions fortes, unanimes ; pouvoir parler au nom

de l'ensemble des collectifs. Les « désobéisseurs », dépôts de plainte contre Base Elèves restent minoritaires

- **position unanime pour le soutien aux sanctionnés, contre Base Elèves, contre les évaluations CE1, contre la précarité**

68 – Béatrice LEBLOIS

Etre attentifs à garder des ressources personnelles pour durer.

- **banderoles sur les bâtiments publics**, sur les maisons pour rendre visuel le mouvement
- instaurer tous les 7 de **chaque mois, une action dans chaque département, en même temps, à la même heure**
- **Logo** à coller sur les lampadaires, aux feux rouges...
- **Action nationale à Paris**

21 – Michel HABERSTRAU

Chaque collectif doit continuer ses actions localement. A Dijon, joindre la Ronde des obstinés. Comment être lisibles, écoutés au niveau national ? Perplexe sur la structuration. La force des collectifs c'est de ne pas être structurés juridiquement, c'est la souplesse mais on en voit aussi les limites. Comment se structurer alors qu'il y a déjà des structures (syndicats, FCPE), nationalement, le collectif « une école, un avenir » a aussi appelé avec succès au 19 octobre. Comment appeler à une manifestation nationale si on n'est pas avec eux ?

- **manifestation nationale un dimanche à Paris, début juin avec demande d'audience au ministre**
- **En mai**, action spécifique aux collectifs, décentralisée, **journée gilets jaunes**, lisible, personnalisé (chacun met ce qu'il veut), facile à organiser,

Dominique PERNOT

Importance de tenir compte des syndicats, on travaille ensemble pour la défense de l'école ; nos revendications sont aussi portées par les syndicats (emplois précaires, Base élèves, suppressions de postes...)

34 - Audrey RICHARD

On a un syndicat quand on est enseignant mais on a un collectif qui allie parents et enseignants. Tant mieux si on a un soutien des syndicats au plan local, mais les syndicats au plan national ont signé Base Elèves. C'est un collectif qui refuse Base Elèves. Ceux qui ont subi des sanctions c'est parce qu'ils étaient seuls. Notre spécificité c'est aussi d'avoir des revendications unanimes (ex : refuser en bloc les évaluations).

68 – Serge PETIT

Non syndiqué mais sympathisant jusqu'à présent, le SGEN-CFDT a indiqué qu'on pouvait négocier avec le gouvernement sur la mastérisation, position qu'on ne peut accepter. Ici, nous avons la force d'être là comme enseignants et parents intéressés par la défense de l'Ecole Publique.

Défend l'élaboration d'une association pour être présents dans les élections européennes afin d'avoir une audience.

67 – Marie-Claude HARRER

- **Action nationale à Paris** (nécessite des organisateurs sur Paris)
- **Action uniforme sur tout le territoire ; cf. action « au fil de l'eau »**.
- Coordination avec 3 ou 4 porte-parole, pas forcément besoin d'une association

CNU : Yvon LE BOURHIS

Syndicat CGT Marne La Vallée accorde sa confiance à l'AG.

- **28 avril : date d'action nationale**. Rencontre des confédérations syndicales pour la convergence des luttes. Emplois, salaires, externalisation des services sont des

revendications communes. Propose que l'AG relaie un appel d'école en danger à la date du 28 avril.

- Continuer rapidement après le 1^{er} mai. Sans vouloir donner de leçon l'AG doit élire des porte-parole comme l'a fait la CNU ; leur donner un mandat jusqu'à la prochaine coordination (cf. décisions prises par CNU lors de sa dernière AG)

01 – Arnaud MIGUET

Elargissement à l'interprofessionnel

- Tract et pétition d'appel à la grève générale : <http://collectifamberieu.org>
- Sommet européen sur l'Education à Louvain. Organisation d'un contre-sommet. Faire un appel pour que des personnes portent la parole de notre AG (du 25 avril au 30 avril).
- Rencontrer physiquement des représentants syndicaux pour leur demander de prendre position et proposer une journée de grève pour le jour de la rentrée.

CNU 75 Rémi

28 avril – manifestation nationale

Important de prendre en compte le rôle d'une coordination qui va tirer le mouvement en avant.

Claude DROUILLET, président de séance

Il se dégage 4 points forts :

- une action nationale
- une action décentralisée, organisée par les collectifs, le même jour
- une représentativité nationale
- l'organisation de la suite du mouvement

68 – Marie HARMÍ

Nous ne sommes pas concurrents des syndicats mais ne sont pas partie prenante dans notre région. Nécessaire de se fédérer, de se donner une existence juridique en créant une association

68- Christelle GERRER

Attention, le gilet jaune est le symbole des RASED

Demander à chaque membre du collectif d'afficher le logo sur sa voiture.

Beaucoup de familles turques sont touchées par les menaces de disparition de la maternelle, proposition de traduction du manifeste pour faire circuler l'information.

Mai est un beau mois symbolique pour les actions.

Gilles, observateur – Sud Ardèche

Au début, une plateforme, qui partait de la maternelle à l'université, convergence avec d'autres secteurs professionnels. A chaque fois on redécouvre. On va interpeller tous les syndicats localement, les interpeller nationalement avec la plateforme. On sait qu'ils ne suivent pas. Il faut une convergence des luttes avec l'ensemble des personnels.

34 Manuel GUILLEN

Tous les syndicats sont au courant de la plate forme. Il ne faut pas se tromper de cible ;

Mettre en place une coordination en passant par une association, intéressant pour se compter, pour montrer une représentation

69 - Bruno EZ ZAFIR

Dans le privé, faible taux de syndicalisation, pas de fédération active dans nos écoles. Beaucoup de signatures de pétition mais sans médiatisation. On ne sait pas ce que c'est devenu. Important d'avoir des représentants pour porter la parole de tous. Refus d'être « catalogués ».

- Idée de proposition d'une grève à la rentrée prochaine est à reprendre
- Proposer si on obtient rien de pouvoir se retrouver à la rentrée, anticiper les dates

- Le mois de mai pourrait être chaud, prolonger le 1^{er} mai auquel nous participerons avec nos revendications, enchaîner avec le 17 mai « au fil de l'eau ».

31. M. GUIDET

Il va être difficile d'organiser une action nationale sur le mois de mai ; prématuré dans la mesure où une telle action prend du temps à organiser (cf. marches aux flambeaux). Attention aussi aux dates qui seront proposées – voir la convergence des luttes.

La date du 6 juin risque d'être contre productive, noyée dans les élections européennes

68- Serge PETIT

Insiste sur la proposition d'une association qui permette de se compter. On peut être reçu par le ministre. Cela n'empêche pas d'avoir un porte-parolat.

Ne pas confondre action nationale et action centralisée nationale. L'impact à Paris serait plus grand (type opération « escargot » le 16 mai après-midi).

69 – Aurélia

La coordination a une existence. Le 8 janvier dans le Rhône, suite à une AG départementale, une assemblée a été mise en place.

Il y a une liste d'échanges, des choses auraient pu être échangées avant pour que des décisions soient prises cet après-midi.

54 départements envoient leurs actions et leurs motions. Nous sommes 8 départements aujourd'hui. Qui prend la charge de regrouper tout cela, de relayer aux médias, qui peut gérer les contacts presse ?

68- Christelle GERRER

Effectivement, on apprend des choses qui peuvent nous servir. Avoir un représentant au niveau régional, national.

Utiliser des jours déjà médiatisés (jour de rentrée, venue de Miss France...)

Quelle réponse nationale face à Base Elèves ?

François RIOTTE - FCPE 21:

Le soir du 19 octobre, alors que c'était une grande manifestation, les parents ne sont pas apparus dans la presse.

Sur Base Elèves, requête devant l'ONU qui va questionner le gouvernement. La FCPE 21 fait remonter des choses au plan national mais cela ne redescend pas dans les départements. Il faut arriver à se faire entendre du ministre.

PAUSE

Pendant la pause 4 groupes de travail pour élaborer des motions

- Représentativité nationale
- Action nationale décentralisée
- Action nationale
- Suite AG

REPRESENTATIVITE NATIONALE

4 motions

1- Voulez-vous une équipe nationale qui assure la lisibilité et le porte-parolat de la coordination et la visibilité nationale de l'action des collectifs ?

POUR : 11

CONTRE : 1

ABST : 1

⇒ Motion adoptée

2- Chaque département propose dans la mesure du possible un représentant assurant le relais avec cette équipe

POUR : 12

CONTRE : 0

⇒ Adopté

3- Les membres de l'équipe nationale sont choisis par l'AG ; la plateforme, les décisions des AG constituent leur mandat jusqu'à la prochaine AG

POUR : 12

CONTRE : 0

⇒ Adopté

4- Est-il nécessaire de transformer notre collectif en association ?

POUR : 1

CONTRE : 9

ABST : 2

⇒ Refusé

ACTION NATIONALE DÉCENTRALISÉE

L'AG appelle à participer activement à la manifestation du 1^{er} mai

POUR : 11

CONTRE : 0

ABST : 0

⇒ Adopté

2 actions nationales :

Dimanche 17 mai (seule semaine sans pont)

« **Au fil de l'eau** ». Avec les réformes, ils veulent faire couler l'Ecole. Sauvons l'école de la noyade.

Comment ? Suivant une recette proposée par un groupe du collectif au plan national, avec un tract national

- Pique-nique autour de l'eau
- Chaîne humaine autour de l'eau à une heure identique pour tous
- Porter les gilets jaunes
- Annoncer le 26 mai
- Annoncer la manifestation nationale si elle a lieu

Mardi 26 mai

Journée « Gilet jaune personnalisé ». Chaque parent, enfant, enseignant, citoyen porte le gilet jaune, pour se rendre à l'école, pour se rendre à son travail.

VOTE :

POUR : 7

CONTRE : 0

ABST : 4

⇒ Adopté

Ne pas laisser la mobilisation retomber pendant les vacances. Envisager des actions durant l'été et notamment une action aux péages au début et à la fin des vacances **qui sera décidée à la prochaine AG**

ACTION NATIONALE

1- Vente de pins ou badges « ECOLE EN DANGER »

POUR : 8
CONTRE : 0
ABST : 3
⇒ Adopté

2- La coordination nationale « Ecole en danger » soutient et participe à une grande manif à Paris, organisée en « inter-tout » avec une visibilité EDUCATION

POUR : 11
CONTRE : 0
ABST : 0
⇒ Adopté

3- La coordination nationale soutient les actions nationales décidées par la CNU (Coordination Nationale Universitaire) qui relèvent de la défense de l'Ecole

POUR : 11
CONTRE : 0
ABST : 0
⇒ Adopté

4- La coordination nationale « Ecole en danger » organise une action nationale centralisée sur Paris.

POUR : 7
CONTRE : 2
ABST : 2

Mi-mai

POUR : 5
CONTRE : 5
ABST : 1

Mi-juin

POUR : 4
CONTRE : 3
ABST : 4

Une majorité nette ne se dégageant pas, étant donnée la difficulté de prendre une décision pour l'ensemble des départements, il est proposé au vote :

- Le porte-parolat de la coordination nationale est mandaté pour envisager l'organisation d'une action nationale centralisée sur Paris.

POUR : 10
CONTRE : 0
ABST : 1
⇒ Adopté

Action qui pourrait prendre la forme de :

- Samedi matin opération « escargot » vers Paris
- Manifestation si possible
- Samedi soir, participer à la « Ronde des Obstinés » avec des flambeaux, Place de l'Hôtel de Ville
- Dimanche : retour

5- MOTION « Base Elèves 1er degré »

L'AG appelle les parents à déposer plainte contre « Base Elèves » (voir document sur le site de résistance à Base Elèves)

POUR : 11

CONTRE : 0

ABST : 0

⇒ Adopté

REPRESENTATIVITE NATIONALE

Proposition pour une équipe nationale: démarrer avec les représentants actuels des départements associés à ceux qui ont déjà engagé un travail (ex : gestion du site) jusqu'à la prochaine AG et faire un appel à renforcer cette équipe technique.

Se proposent pour renforcer l'équipe actuelle (Isabelle CAMPANELLA):

Bruno EZ ZAFIR – 69 –

Christelle GERRER – 68 –

Béatrice LEBLOIS – « sept 68 »

Marie HARMI – « sept 68 »

Porte-parolat :

Isabelle CAMPANELLA (69)

Bruno EZ ZAFIR (69)

Laurent GUIDET (31)

Manuel GUILLEN (34)

Marie HARMI (68)

Audrey RICHARD (34)

Hassénia SIRAT (21)

Claire MERVANT (34)

Pour le porte-parolat, solliciter des membres des collectifs parisiens.

Chaque département pourra donc proposer un référent qui se mettra en contact avec l'équipe.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE AG

TOULOUSE se propose mais pas de possibilité avant le 13 juin.

Samedi 13 juin :

POUR : 10

CONTRE : 0

ABST : 1

⇒ Adopté

Samedi 20 juin :

POUR : 0

CONTRE : 5

ABST : 6

⇒ Refusé

Claire MERVANT assurera le porte-parolat à la prochaine réunion de la CNU

PROJET DE MOTION à proposer à la prochaine AG

Considérant

la concordance des objectifs du collectif « Ecole en danger »
et du collectif « un pays, une école, notre avenir »

Nous nous prononçons en faveur d'un rapprochement de ces collectifs pour qu'ils développent des actions communes

PETITION ENVOYEE PAR B. CAZALS POUR ETUDE

La coordination nationale considère que la pétition proposée par le « Mouvement des enseignants en résistance pédagogique » n'a pu être présentée suffisamment tôt pour être amendée et votée.

Il est nécessaire que de telles propositions soient proposées à la liste de discussion afin d'être préparées dans les départements et proposées à l'AG.